

## Évolutions monétaires à la Martinique au 30 juin 2013

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence d'un ralentissement de la croissance dans plusieurs grands pays émergents ainsi que de la persistance de la récession dans la zone euro, les perspectives de croissance de l'économie mondiale ont été revues à la baisse par le Fonds Monétaire International (FMI). Selon les dernières estimations à juillet 2013, la croissance de la production mondiale s'élèverait à +3,1 % en 2013, contre +1,7 % aux États-Unis et -0,6 % dans la zone euro.

Au cours du deuxième trimestre 2013, le PIB a augmenté de 0,3% dans la zone euro par rapport au trimestre précédent, selon les estimations rapides publiées par Eurostat. En France, le PIB a rebondi au deuxième trimestre (+0,5 %), soit la plus forte hausse observée depuis le premier trimestre 2011. La production totale de biens et services a nettement accéléré (+0,9 % après 0,0%) et les dépenses de consommation des ménages ont à nouveau augmenté (+0,4 % après -0,1 %).

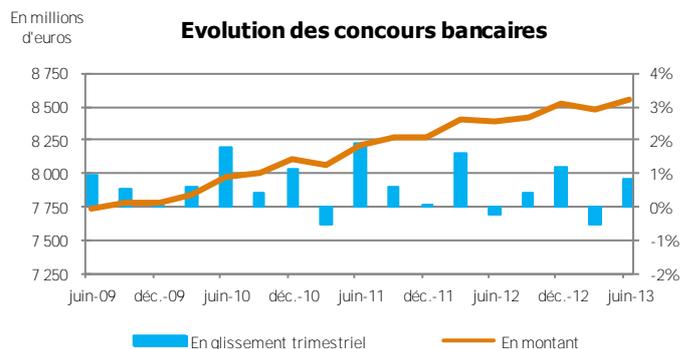
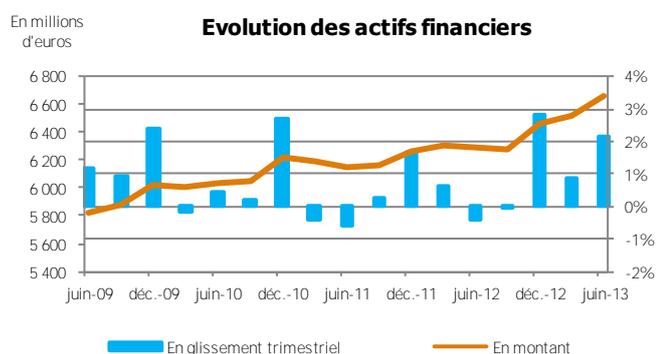
Lors de sa réunion du 1<sup>er</sup> août 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le **taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt** à respectivement 0,50 %, 0,25 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a déclaré que « les indicateurs de confiance récents tirés des données d'enquêtes font état d'une nouvelle amélioration par rapport à un bas niveau de départ et semblent confirmer la perspective d'une stabilisation de l'activité économique ». Il a par ailleurs précisé que l'orientation de la politique monétaire demeurerait accommodante aussi longtemps que nécessaire et que le Conseil des gouverneurs prévoyait que les taux d'intérêts directeurs resteraient à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée.

### ACTIVITE EN LÉGERE PROGRESSION AU DEUXIÈME TRIMESTRE A LA MARTINIQUE

Au deuxième trimestre 2013, dans une conjoncture économique toujours incertaine, **l'encours sain de crédits s'établit à 8 milliards d'euros, en progression de 0,4 % sur le trimestre (+1,6 % sur un an)**. L'encours de crédits des entreprises est en hausse (+2,1 %), celui des ménages stagne (-0,1 %), alors que celui des collectivités locales et des autres agents se contracte (respectivement -1,7 % et -3,4 %).

Les **actifs financiers progressent de manière plus soutenue. D'un montant de 6,7 milliards d'euros au 30 juin (+2,2 % sur le trimestre et +6,0 % sur l'année), ils s'accroissent** pour toutes les catégories de placements. Par agent, les avoirs des entreprises sont de nouveau orientés à la hausse (+1,5 %) et ceux des ménages poursuivent leur progression (+2,8 %), alors que ceux des autres agents sont en perte de vitesse (-3,4 %).

Dans un contexte économique dégradé, les agents économiques restent prudents, favorisant une épargne de précaution, alors que les crédits stagnent.



# STABILITÉ DES ENCOURS DE CRÉDITS

Au 30 juin 2013, l'encours sain de crédits qui gagne 31 millions d'euros, soit + 0,4 % sur le trimestre et + 1,6 % sur l'année, bénéficie de la remontée des encours de crédits aux entreprises.

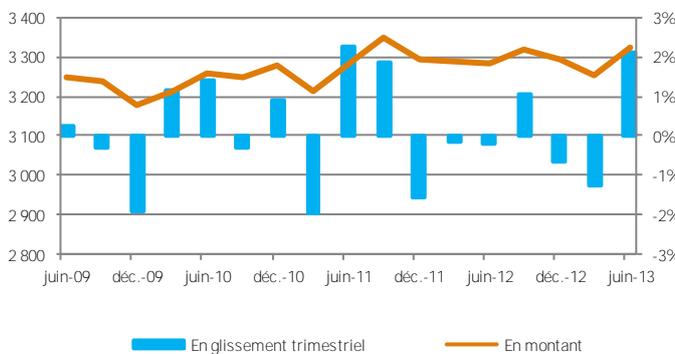
## Redressement des crédits aux entreprises

L'encours sain de crédits aux entreprises s'élève à 3,3 milliards d'euros (41 % de l'encours sain global). Il s'accroît de 69 millions d'euros sur le trimestre (soit +2,1 % contre - 1,2 % le trimestre précédent, et +1,2 % sur un an), en raison principalement de la hausse des crédits d'exploitation.

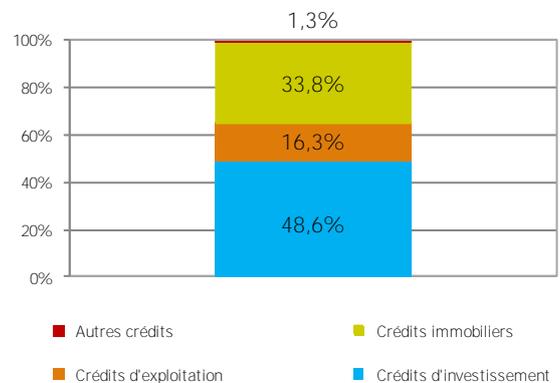
A 0,5 milliard, les **crédits d'exploitation** augmentent de manière significative (+94 millions d'euros, soit +21,1 %), après la baisse des deux trimestres précédents, et atteignent leur plus haut niveau depuis 2008. Cette évolution est liée à la croissance des crédits de trésorerie (+27 millions d'euros, soit +18,0 %), des comptes ordinaires débiteurs (+59 millions d'euros, soit +24,8 %) et, dans une moindre mesure, de l'affacturage (+8 millions d'euros, soit +26,6 %).

Les **crédits d'investissement** se contractent une nouvelle fois à 1,6 milliard d'euros (-30 millions d'euros, soit -1,8 % sur le trimestre). Ce repli est particulièrement marqué pour les entrepreneurs individuels (-6 millions d'euros, soit -7,9 %). Les **crédits immobiliers** sont stables à 1,1 milliard d'euros (+3 millions d'euros, soit +0,2 % sur le trimestre).

En millions d'euros **Evolution globale des crédits aux entreprises**



**Répartition des crédits aux entreprises**



## Stagnation des crédits aux ménages

Après un premier trimestre en repli, l'encours sain de crédits aux ménages stagne (-3 millions d'euros, soit -0,1 % sur trois mois et +1,1 % sur un an), sous l'effet de la hausse des crédits à l'habitat contrebalancé par une baisse des crédits à la consommation. Les crédits aux ménages représentent 3,1 milliards d'euros (39 % de l'encours sain global).

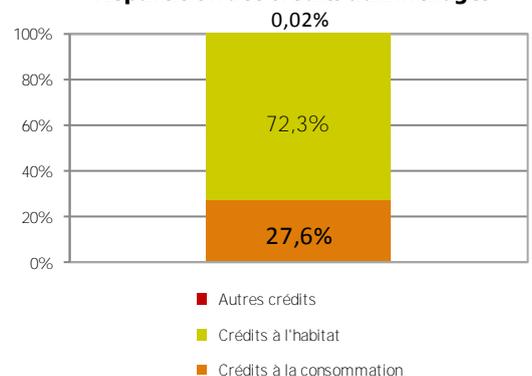
Les **crédits à l'habitat**, d'un montant de 2,2 milliards d'euros, restent orientés à la hausse (+8 millions d'euros, soit +0,3 %), mais leur rythme de progression semble ralentir.

Pour leur part, les **crédits à la consommation** enregistrent un nouveau recul au deuxième trimestre (-11 millions d'euros, soit -1,3 %) à 0,8 milliard d'euros.

En millions d'euros **Evolution globale des crédits aux ménages**



**Répartition des crédits aux ménages**



## Repli des crédits aux collectivités locales

L'encours des crédits aux collectivités locales s'établit à 1,2 milliard d'euros (15 % de l'encours sain global). Constitué essentiellement de **crédits d'investissement** (97,4 %), il se réduit de 1,7 % au cours du trimestre (+4,1 % sur un an).

## Stabilité de l'encours douteux

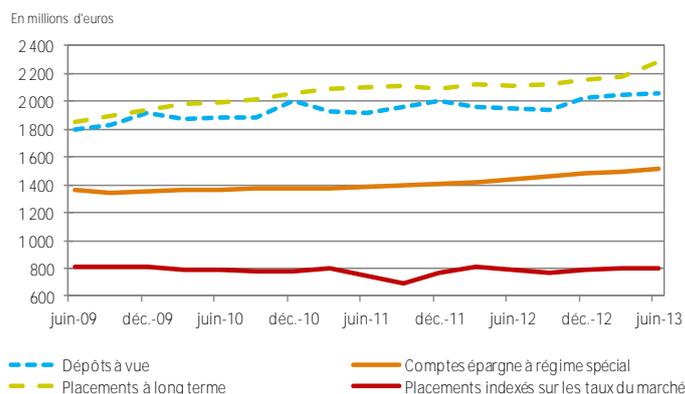
Les **créances douteuses brutes** représentent globalement 555 millions d'euros à fin juin 2013, en recul de 0,3 % sur le trimestre (-2 millions d'euros). Le taux de créances douteuses ressort à 6,5 % de l'encours brut total (stable sur le trimestre). Pour les seuls établissements de crédit installés localement, les créances douteuses brutes s'élevaient à 532 millions d'euros (-0,3 million d'euros sur le trimestre, soit -0,1 %) et le taux de créances douteuses représente 6,8 % de l'encours (contre 6,9 % au trimestre précédent).

## REBOND DES ACTIFS FINANCIERS

A 6,7 milliards d'euros au 30 juin 2013, les actifs financiers détenus par les agents économiques martiniquais sont en hausse (+142 millions d'euros, soit +2,2 % sur le trimestre et +6,0 % sur un an).

Cette croissance concerne l'ensemble des produits, et plus particulièrement **l'épargne à long terme** (+102 millions d'euros, soit +4,7 %), soutenue par la forte progression des encours des contrats d'assurance-vie (+ 8,9 %). Suivent les **placements liquides ou à court terme** (+30 millions d'euros, soit +1,3 %) et les **dépôts à vue** (+10 millions d'euros, soit +0,5 %).

Evolution des principales composantes des actifs financiers



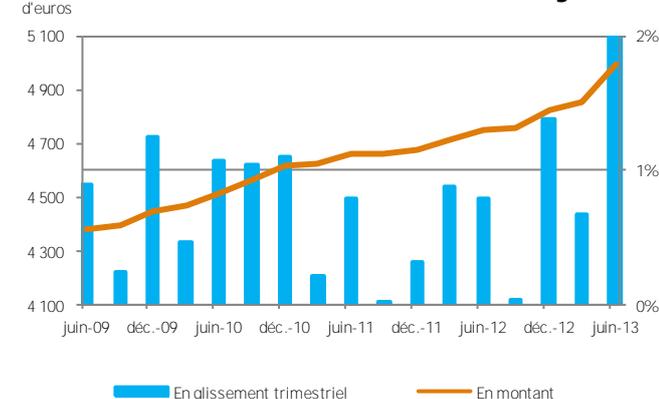
## Dynamisme de l'épargne des ménages

Au cours du deuxième trimestre, les placements des ménages connaissent une hausse sensible (+138 millions d'euros, soit +2,8 % et +5,0 % sur l'année). Ils atteignent 5 milliards d'euros au 30 juin (75 % de l'ensemble des actifs).

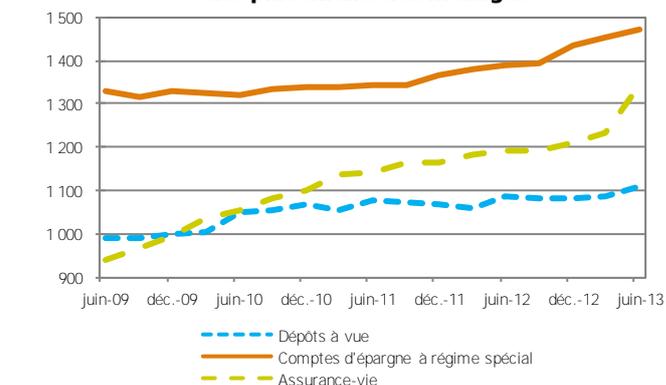
L'ensemble des composantes s'inscrivent en hausse : les **dépôts à vue** des ménages progressent de 1,8 % (+19 millions d'euros) et les **placements liquides ou à court terme** de 0,9 % (+15 millions d'euros), portés par les comptes d'épargne à régime spécial. Ces derniers (+20 millions d'euros, soit +1,4 %) continuent de bénéficier de la croissance de l'encours des **livrets A et bleus** (+11 millions d'euros, soit +1,9 %) et de l'encours des **livrets de développement durable** (+7 millions d'euros, soit +4,2 %), suite aux relèvements des plafonds réglementaires intervenus au cours de l'année 2012, bien que la rémunération de ces produits d'épargne soit à un niveau bas depuis le début de l'année. A l'inverse, l'encours des placements indexés sur les taux de marché continue de se contracter (-5 millions d'euros, soit -2,4 %).

L'**épargne à long terme** connaît un regain sur le trimestre (+104 millions d'euros, soit +5,0 %) lié notamment au dynamisme d'un établissement local en matière d'assurance-vie.

Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des principales composantes des placements des ménages



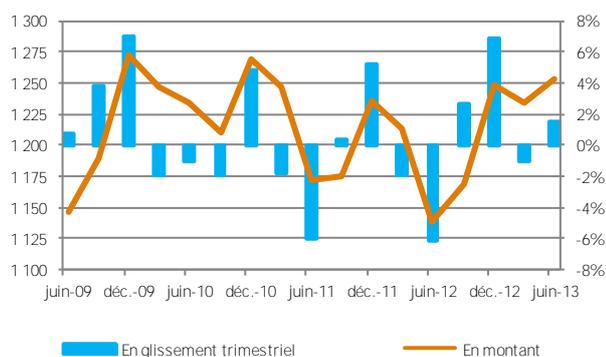
## Renforcement des actifs des entreprises

A 1,2 milliard d'euros (soit 19 % de l'ensemble des actifs) au 30 juin 2013, les actifs détenus par les entreprises sont de nouveau en progrès sur le trimestre (+18 millions d'euros, soit +1,5 %, et +10,1 % sur un an).

Les **dépôts à vue** sont stables (-1 million d'euros, soit -0,1 %), tandis que les **placements liquides ou à court terme** se redressent (+20 millions d'euros, soit +4,7 %), en raison de la forte hausse des **comptes à terme** (+25 millions d'euros, soit +8,0 %), et ce en dépit de la baisse des **OPCVM monétaires** (-8 millions d'euros, soit -6,4 %).

L'**épargne à long terme** est en repli après la hausse du précédent trimestre (-1 million d'euros, soit -2,3 %), sous l'effet de la baisse des **OPCVM non monétaires** (-0,6 million, soit -3,3 %).

En millions d'euros **Evolution des actifs financiers des entreprises**



En millions d'euros **Evolution des principales composantes des placements des entreprises**



## Recul des placements des autres agents

Les actifs financiers détenus par les autres agents s'établissent à 413 millions d'euros (6 % des actifs), en repli de 3,4 % sur le trimestre (soit -15 millions d'euros). L'essentiel de la baisse porte sur les **dépôts à vue** (-8 millions d'euros, soit -3,8%) et les **placements indexés sur les taux de marché** (-8 millions d'euros, soit -5,7%).

### MÉTHODOLOGIE

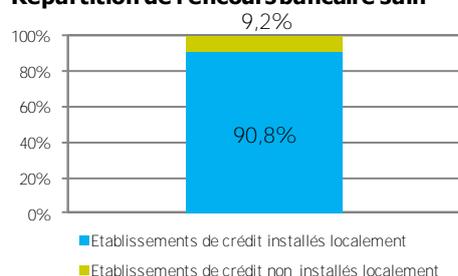
- L'ensemble des données concernant les encours sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements de crédit installés localement, dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissements de crédit non installés localement, dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne à long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas ceux relatifs aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

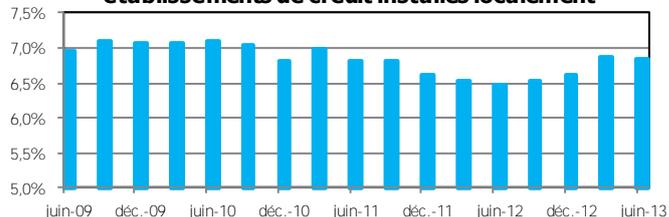
## Les crédits à l'économie

	Montant en millions d'euros								Variations en %	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 trim.	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	442,8	478,3	457,0	492,6	513,2	471,8	447,0	541,2	21,1%	9,9%
<i>Créances commerciales</i>	21,6	26,3	26,0	22,8	28,6	20,0	24,0	23,1	-3,6%	1,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	211,2	183,1	191,2	190,4	178,8	169,1	152,3	179,7	18,0%	-5,6%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	57,4	51,2	47,9	44,2	43,9	44,6	42,9	39,6	-7,6%	-10,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	175,3	224,7	197,8	253,0	277,2	242,4	239,3	298,7	24,8%	18,0%
<i>Affacturage</i>	34,7	44,2	42,0	26,5	28,7	40,2	31,4	39,7	26,6%	50,2%
Crédits d'investissement	1 693,0	1 698,3	1 688,1	1 636,8	1 635,2	1 657,2	1 646,5	1 616,4	-1,8%	-1,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 484,1	1 482,2	1 480,3	1 460,0	1 453,0	1 472,2	1 459,5	1 433,6	-1,8%	-1,8%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	92,8	126,4	125,3	85,9	82,8	81,5	79,6	73,3	-7,9%	-14,7%
<i>Crédit-bail</i>	208,9	216,2	207,7	176,7	182,2	185,0	187,0	182,8	-2,2%	3,4%
Crédits immobiliers	1 078,9	1 053,4	1 110,1	1 108,8	1 127,5	1 127,1	1 120,6	1 123,2	0,2%	1,3%
Autres crédits	34,5	30,1	31,1	45,0	42,2	40,2	41,4	43,3	4,6%	-3,7%
<b>Encours sain</b>	<b>3 249,2</b>	<b>3 260,1</b>	<b>3 286,2</b>	<b>3 283,2</b>	<b>3 318,1</b>	<b>3 296,3</b>	<b>3 255,5</b>	<b>3 324,1</b>	<b>2,1%</b>	<b>1,2%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	914,5	912,1	894,6	888,3	884,9	882,7	865,4	854,6	-1,3%	-3,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	834,8	826,3	806,4	800,1	795,0	799,1	782,9	775,7	-0,9%	-3,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	42,2	45,3	48,9	49,6	51,7	47,9	48,4	47,4	-2,0%	-4,4%
<i>Crédit-bail</i>	37,5	40,4	39,2	38,7	38,2	35,7	34,1	31,5	-7,8%	-18,6%
Crédits à l'habitat	1 833,6	1 939,0	2 065,9	2 169,2	2 192,4	2 222,0	2 229,8	2 237,6	0,3%	3,2%
Autres crédits	0,8	1,9	1,3	2,2	1,2	1,7	1,1	1,1	-2,6%	-52,6%
<b>Encours sain</b>	<b>2 748,8</b>	<b>2 853,0</b>	<b>2 961,8</b>	<b>3 059,8</b>	<b>3 078,5</b>	<b>3 106,5</b>	<b>3 096,3</b>	<b>3 093,3</b>	<b>-0,1%</b>	<b>1,1%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	9,4	26,5	24,5	31,3	25,8	21,3	21,6	27,8	28,7%	-11,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	7,3	23,7	22,9	28,6	10,9	17,7	19,6	24,2	23,5%	-15,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,1	2,8	1,7	2,7	14,9	3,6	2,0	3,6	80,3%	34,3%
Crédits d'investissement	1 019,1	1 022,1	1 033,7	1 120,8	1 099,4	1 150,0	1 198,6	1 171,2	-2,3%	4,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 018,7	1 021,7	1 033,2	1 120,5	1 099,2	1 149,8	1 198,4	1 171,1	-2,3%	4,5%
Autres crédits	2,3	1,9	1,0	3,0	3,7	3,6	3,6	3,5	-2,8%	16,7%
<b>Encours sain</b>	<b>1 030,9</b>	<b>1 050,5</b>	<b>1 059,2</b>	<b>1 155,0</b>	<b>1 128,9</b>	<b>1 174,8</b>	<b>1 223,7</b>	<b>1 202,5</b>	<b>-1,7%</b>	<b>4,1%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>220,0</b>	<b>275,4</b>	<b>375,9</b>	<b>371,3</b>	<b>375,5</b>	<b>353,7</b>	<b>388,0</b>	<b>374,9</b>	<b>-3,4%</b>	<b>1,0%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>7 248,8</b>	<b>7 439,0</b>	<b>7 683,0</b>	<b>7 869,3</b>	<b>7 901,0</b>	<b>7 931,2</b>	<b>7 963,5</b>	<b>7 994,7</b>	<b>0,4%</b>	<b>1,6%</b>
<i>dont ECNIL</i>	792,5	847,1	851,4	768,1	783,9	689,4	730,0	735,1	0,7%	-4,3%
Créances douteuses brutes	494,0	534,6	532,8	519,4	522,8	591,6	556,3	554,7	-0,3%	6,8%
<i>dont ECIL</i>	467,3	497,8	500,3	492,1	496,3	512,4	532,7	532,4	-0,1%	8,2%
Créances douteuses nettes	199,7	246,2	214,0	239,0	217,2	290,7	248,5	241,8	-2,7%	1,2%
<i>dont entreprises</i>	136,4	150,5	146,9	164,7	141,3	151,3	155,0	160,8	3,7%	-2,4%
<i>dont ménages</i>	58,2	57,0	58,8	67,0	62,6	64,4	68,8	69,2	0,6%	3,2%
Provisions	294,3	288,4	318,8	280,4	305,6	300,9	307,8	313,0	1,7%	11,6%
<b>Encours total</b>	<b>7742,8</b>	<b>7973,6</b>	<b>8215,8</b>	<b>8388,6</b>	<b>8423,8</b>	<b>8522,8</b>	<b>8519,8</b>	<b>8549,5</b>	<b>0,3%</b>	<b>1,9%</b>
Taux de créances douteuses	6,4%	6,7%	6,5%	6,2%	6,2%	6,9%	6,5%	6,5%	0,0 pt	0,3 pt
<i>dont ECIL</i>	6,7%	7,0%	6,8%	6,5%	6,5%	6,6%	6,9%	6,8%	-0,1 pt	0,3 pt
Taux de provisionnement	59,6%	53,9%	59,8%	54,0%	58,5%	50,9%	55,3%	56,4%	1,1 pt	2,4 pts

Répartition de l'encours bancaire sain



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations en %	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 trim.	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>1145,5</b>	<b>1233,4</b>	<b>1171,6</b>	<b>1137,7</b>	<b>1168,3</b>	<b>1248,2</b>	<b>1234,8</b>	<b>1253,1</b>	<b>1,5%</b>	<b>10,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>634,1</b>	<b>662,5</b>	<b>681,1</b>	<b>652,8</b>	<b>681,1</b>	<b>747,3</b>	<b>742,3</b>	<b>741,5</b>	<b>-0,1%</b>	<b>13,6%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>466,7</b>	<b>511,6</b>	<b>436,6</b>	<b>436,3</b>	<b>437,5</b>	<b>450,2</b>	<b>438,9</b>	<b>459,3</b>	<b>4,7%</b>	<b>5,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	4,5	14,8	14,7	18,3	30,4	5,5	6,0	8,6	44,7%	-52,8%
Placements indexés sur les taux de marché	462,2	496,8	421,9	418,0	407,1	444,6	432,9	450,7	4,1%	7,8%
<i>dont comptes à terme</i>	214,1	266,7	266,8	304,7	286,7	333,4	305,8	330,4	<b>8,0%</b>	<b>8,5%</b>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	188,2	177,5	91,0	94,4	93,4	103,1	123,3	115,4	<b>-6,4%</b>	<b>22,3%</b>
<i>dont certificats de dépôt</i>	59,2	52,3	63,7	18,6	26,6	7,8	3,8	4,5	<b>19,8%</b>	<b>-75,8%</b>
<b>Epargne à long terme</b>	<b>44,7</b>	<b>59,3</b>	<b>53,9</b>	<b>48,6</b>	<b>49,7</b>	<b>50,8</b>	<b>53,6</b>	<b>52,4</b>	<b>-2,3%</b>	<b>7,8%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	13,1	36,5	29,3	16,7	16,2	16,7	19,3	18,7	-3,3%	11,9%
<b>Ménages</b>	<b>4381,7</b>	<b>4516,2</b>	<b>4659,8</b>	<b>4753,3</b>	<b>4755,2</b>	<b>4821,1</b>	<b>4853,4</b>	<b>4991,7</b>	<b>2,8%</b>	<b>5,0%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>991,5</b>	<b>1 050,5</b>	<b>1 077,4</b>	<b>1 088,2</b>	<b>1 081,1</b>	<b>1 083,5</b>	<b>1 088,3</b>	<b>1 107,6</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>1 589,7</b>	<b>1 533,7</b>	<b>1 557,3</b>	<b>1 624,7</b>	<b>1 627,5</b>	<b>1 664,8</b>	<b>1 673,8</b>	<b>1 688,9</b>	<b>0,9%</b>	<b>4,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 331,5	1 321,8	1 344,7	1 390,2	1 395,7	1 437,7	1 452,8	1 473,2	1,4%	6,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	500,0	500,6	502,4	515,6	520,7	511,3	506,0	508,1	0,4%	-1,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	467,7	466,7	495,0	528,2	530,4	560,3	577,5	588,2	1,9%	11,4%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,5	15,0	14,6	14,1	13,9	14,0	13,5	13,5	0,3%	-4,0%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	85,8	77,4	70,1	64,4	63,8	63,8	58,1	58,4	0,5%	-9,4%
<i>dont livrets de développement durable</i>	137,6	139,2	140,9	144,9	144,3	166,3	176,4	183,8	4,2%	26,9%
<i>dont comptes d'épargne-logement</i>	124,9	122,8	121,8	123,0	122,7	122,1	121,4	121,2	-0,2%	-1,5%
Placements indexés sur les taux de marché	258,3	212,0	212,6	234,5	231,8	227,0	221,0	215,7	-2,4%	-8,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	196,0	173,3	181,6	209,5	207,9	204,4	200,0	196,5	-1,7%	-6,2%
<i>dont bons de caisse</i>	2,0	1,8	1,6	1,6	1,6	1,6	1,5	1,0	-32,4%	-34,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	60,3	36,9	29,4	23,5	22,3	21,1	19,5	18,1	-6,8%	-22,7%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>1 800,5</b>	<b>1 931,9</b>	<b>2 025,1</b>	<b>2 040,4</b>	<b>2 046,6</b>	<b>2 072,9</b>	<b>2 091,3</b>	<b>2 195,1</b>	<b>5,0%</b>	<b>7,6%</b>
<i>dont plans d'épargne-logement</i>	513,8	519,7	526,7	531,5	529,4	538,5	537,1	536,3	-0,1%	0,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	86,4	81,5	72,5	66,6	65,7	65,6	64,3	62,7	-2,5%	-5,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,0	5,2	4,4	4,5	4,7	4,9	4,6	4,8	5,4%	6,4%
<i>dont actions</i>	63,4	67,2	73,0	60,7	61,1	61,5	61,6	62,4	1,4%	2,8%
<i>dont obligations</i>	112,3	123,5	128,0	127,5	135,7	134,9	133,6	130,5	-2,3%	2,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	81,3	78,6	80,1	59,6	59,5	58,6	58,5	56,4	-3,5%	-5,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	937,3	1 056,2	1 140,4	1 189,9	1 190,5	1 208,9	1 231,7	1 341,9	8,9%	12,8%
<b>Autres agents</b>	<b>296,3</b>	<b>288,5</b>	<b>317,6</b>	<b>393,1</b>	<b>357,1</b>	<b>389,1</b>	<b>428,0</b>	<b>413,3</b>	<b>-3,4%</b>	<b>5,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>171,8</b>	<b>170,2</b>	<b>163,1</b>	<b>204,8</b>	<b>175,7</b>	<b>198,9</b>	<b>215,9</b>	<b>207,6</b>	<b>-3,8%</b>	<b>1,4%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>117,8</b>	<b>112,6</b>	<b>135,9</b>	<b>166,5</b>	<b>158,3</b>	<b>155,2</b>	<b>178,1</b>	<b>172,1</b>	<b>-3,4%</b>	<b>3,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	24,3	27,3	28,5	33,8	33,5	36,6	36,8	38,8	5,4%	14,7%
Placements indexés sur les taux de marché	93,5	85,2	107,3	132,7	124,8	118,6	141,3	133,3	-5,7%	0,4%
<i>dont comptes à terme</i>	49,3	51,9	82,2	88,9	87,3	85,0	105,7	101,2	-4,3%	13,8%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>6,7</b>	<b>5,8</b>	<b>18,6</b>	<b>21,8</b>	<b>23,1</b>	<b>35,0</b>	<b>34,0</b>	<b>33,6</b>	<b>-1,2%</b>	<b>54,0%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>5 823,4</b>	<b>6 038,1</b>	<b>6 149,0</b>	<b>6 284,2</b>	<b>6 280,6</b>	<b>6 458,4</b>	<b>6 516,2</b>	<b>6 658,1</b>	<b>2,2%</b>	<b>6,0%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1797,3</b>	<b>1883,2</b>	<b>1921,6</b>	<b>1945,8</b>	<b>1937,9</b>	<b>2029,6</b>	<b>2046,5</b>	<b>2056,7</b>	<b>0,5%</b>	<b>5,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2174,3</b>	<b>2157,9</b>	<b>2129,9</b>	<b>2227,6</b>	<b>2223,4</b>	<b>2270,1</b>	<b>2290,7</b>	<b>2320,3</b>	<b>1,3%</b>	<b>4,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 360,3	1 363,9	1 388,0	1 442,3	1 459,7	1 479,8	1 495,6	1 520,6	1,7%	5,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	516,6	518,5	522,2	544,7	554,9	538,2	532,4	536,1	0,7%	-1,6%
<i>dont livrets A et bleus</i>	478,4	490,7	518,3	551,0	560,0	575,3	593,5	607,1	2,3%	10,2%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,5	15,0	14,6	14,1	13,9	14,0	13,5	13,5	0,2%	-4,0%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	85,8	77,4	70,1	64,4	63,8	63,8	58,1	58,4	0,5%	-9,4%
<i>dont livrets de développement durable</i>	137,6	139,2	141,0	144,9	144,4	166,4	176,5	183,9	4,2%	26,9%
<i>dont comptes d'épargne-logement</i>	124,9	122,8	121,9	123,0	122,7	122,2	121,4	121,3	-0,1%	-1,4%
Placements indexés sur les taux de marché	814,0	794,0	741,9	785,3	763,7	790,3	795,2	799,7	0,6%	1,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	459,4	491,9	530,6	603,1	582,0	622,7	611,5	628,2	2,7%	4,2%
<i>dont bons de caisse</i>	11,6	11,6	10,0	6,6	3,4	2,3	2,3	1,7	-24,0%	-73,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	59,2	52,3	63,7	18,6	26,6	7,8	3,8	4,5	19,8%	-75,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	283,9	238,1	137,6	157,0	151,7	157,4	177,6	165,3	-7,0%	5,3%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>1851,8</b>	<b>1997,0</b>	<b>2097,5</b>	<b>2110,8</b>	<b>2119,3</b>	<b>2158,8</b>	<b>2178,9</b>	<b>2281,1</b>	<b>4,7%</b>	<b>8,1%</b>
<i>dont plans d'épargne-logement</i>	513,8	519,9	526,9	531,8	529,6	538,8	537,3	536,6	-0,1%	0,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	86,4	81,5	72,5	66,7	65,7	65,6	64,4	62,7	-2,5%	-5,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,0	5,2	4,4	4,5	4,7	4,9	4,6	4,8	5,4%	6,4%
<i>dont actions</i>	68,6	73,0	79,1	66,6	67,0	68,3	68,4	69,3	1,3%	4,0%
<i>dont obligations</i>	143,8	144,9	152,2	159,1	169,6	181,1	179,8	176,0	-2,1%	10,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	95,9	116,2	120,4	88,5	88,4	87,4	89,9	86,9	-3,4%	-1,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	937,3	1 056,2	1 142,1	1 193,6	1 194,3	1 212,7	1 234,5	1 344,8	8,9%	12,7%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : septembre 2013